

Intervention CGT 10 septembre 2013

Arles, 10h30, Place de la République.

Inquiétude, déception, amertume et colère ne cessent de grandir parmi nous ... salariés, jeunes, privés d'emploi, retraités.

Les salariés du **Nord du département** refusent la casse de l'emploi et luttent pour leurs conditions de travail : à La Poste, la Macif, Harmonia Mundi, Conserves de France, Transgourmet, La Dynamite.

L'actualité internationale nous impose de parler de la situation en **Syrie**.

Le bilan des affrontements est effroyable et il est de la responsabilité de l'ONU de rechercher d'urgence les solutions pour arrêter les massacres. La population syrienne ne peut être prise en otage alors qu'elle n'aspire qu'à vivre en paix et souhaite voir la démocratie s'instaurer dans son pays. Nous condamnons l'attitude du Gouvernement Français qui s'est placé dans les starting-blocks pour partir en guerre. La guerre n'est jamais la solution, elle ne règle rien, bien au contraire. La CGT appelle à participer aux Voiles de la Paix lors de la journée internationale de la Paix, le 21 septembre prochain, au Vieux-Port à Marseille.

Des milliards pour la guerre, NON, des milliards pour le social, OUI !

Pendant que le gouvernement abdique chaque jour davantage face aux marchés financiers, le patronat en réclame toujours plus, et s'attaque de nouveau à nos retraites.

Pour culpabiliser les salariés et peser sur leurs revendications, il présente le travail comme un coût qu'il faudrait réduire : il présente les cotisations sociales des employeurs comme des charges, alors qu'il s'agit bien du salaire socialisé permettant d'assurer la protection sociale et la solidarité intergénérationnelle.

En focalisant le débat sur le soi-disant « coût du travail », le patronat veut en fait empêcher le **vrai débat, c'est-à-dire celui sur le coût du capital** : car c'est bien le coût du capital qui handicape notre économie.

La question essentielle est donc celle de la répartition de la richesse créée par le travail à l'entreprise, et de plus en plus d'acteurs considèrent, avec la CGT, que la rémunération du capital est excessive, et devient indécente en ces temps où la crise profite à une minorité. Ainsi, en 2012, les 500 plus grosses fortunes de France ont vu leurs revenus augmenter de 25% par rapport à 2011.

Ces inégalités abyssales et insupportables renforcent le désespoir social qui fait le bonheur des forces **d'extrême droite**. La CGT combat les idées de haine et d'exclusion de l'autre, aux antipodes de nos valeurs de solidarité et de fraternité. Pour ces raisons, la CGT des Bouches du Rhône appelle avec d'autres forces progressistes, samedi prochain 14 septembre, jour de l'ouverture des universités du Front National à Marseille, à manifester à 14h au Vieux Port.

Dans ce contexte, et après une deuxième conférence sociale en juin, où le MEDEF a obtenu du gouvernement que ni l'emploi ni les salaires, pourtant préoccupations majeures des Français, ne soient mis à l'ordre du jour, le Gouvernement vient de rendre public son **projet de loi de réforme des retraites**.

Ce projet de loi se situe dans la continuité des réformes antérieures. Il est injuste et économiquement inefficace. Il n'est pas acceptable.

Les **jeunes** seront les premières victimes de la réforme, en demandant notamment 43 ans de cotisations à ceux nés à partir de 1973 alors même qu'on sait qu'ils rentrent de plus en plus tard dans le monde du travail. Cette réforme est une réforme anti-jeunes ! Et 17 organisations de jeunesse le disent aussi avec nous.

L'amélioration des carrières des **femmes** devait être, selon le gouvernement, l'un des axes de cette réforme. Mais il y a bien peu de mesures concrètes au-delà des déclarations de bonnes intentions.

Quant au dispositif concernant la **pénibilité**, il est loin de répondre aux salariés qui y sont exposés.

Enfin, les mesures de **financement** ne permettront nullement de garantir de bonnes retraites sur le long terme. Et pire, la promesse faite au MEDEF que le « coût du travail » n'augmentera pas, amènerait le Gouvernement à transférer les cotisations famille sur les ménages.

Pourtant, **d'autres choix sont possibles**. La CGT considère qu'une réforme est nécessaire, qui doit améliorer la situation des retraités actuels et futurs et favoriser l'emploi et les salaires. Il faut rompre avec les réformes précédentes qui ont toutes dégradé la situation des salariés et des retraités et n'ont pas résolu les questions de financement.

Pour s'inscrire dans une dynamique de progrès social, la CGT préconise d'assoir la prochaine réforme sur 4 axes :

1. Rétablir l'âge d'ouverture des droits à **60 ans**, avec une retraite d'au moins **75%** du salaire d'activité, et au moins égale au **SMIC** (que la CGT revendique à 1700 euros),
2. Tenir compte de la pénibilité par des mesures d'anticipation d'âge de départ **avant 60 ans**,
3. Assurer **l'égalité** entre les femmes et les hommes,
4. Assurer une retraite de haut niveau pour le plus grand nombre et en particulier les plus jeunes d'entre nous, notamment en validant les **années d'étude**.

Pour financer le rétablissement et l'extension des droits constitutifs d'une retraite satisfaisante pour toutes et tous, la CGT propose tout de suite :

1. De revenir sur les **200 milliards** d'euros d'aides publiques aux entreprises, en supprimant notamment les **30 milliards** d'euros par an d'exonérations de cotisations sociales.
2. De récupérer les 80 milliards de **fraude et d'évasion fiscales**,
3. D'atteindre **l'égalité salariale** entre les femmes et les hommes.

Et surtout, **relativisons le besoin de financement** ! 7 milliards d'euros à trouver d'ici 2020, rapportés aux 270 milliards de versement annuel des pensions : on est dans l'infiniment petit ! Rien que l'égalité salariale entre les hommes et les femmes rapporterait 10 milliards d'euros à l'horizon 2020 aux caisses de retraites. Et parmi les 200 milliards d'aides aux entreprises, nous ne sommes pas seuls à dire que quelques milliards seraient mieux utilisés ailleurs !

Nous savons maintenant ce que nous avons à faire. Lorsque la concertation et la négociation ne marchent pas, **seule l'irruption des salariés** sur le devant de la scène peut changer la donne.

La mobilisation estivale de la CGT et l'annonce de l'action interprofessionnelle et unitaire d'aujourd'hui, ont inquiété le gouvernement, et déjà fait bouger le curseur.

De bonnes solutions existent, il va falloir les imposer par la **mobilisation**, par des mobilisations, massivement, nous le savons.

Alors, **pour les salaires, pour l'emploi, et pour la protection sociale**, en avant, tous sur le pont, et tous dans l'action !